



## LE BLOC-NOTES

Ivan Rioufol

 irioufol@lefigaro.fr  
 blog.lefigaro.fr/rioufol

# Pourquoi Valls ne déblocquera pas le pays

**M**anuel Valls, mardi soir sur TF1 : « *Je veux déblocquer le pays.* » Chiche ! Le premier ministre a face à lui toutes les figures syndicales et politiques qui, dans une même résistance au changement, s'arc-boutent au passé. Ce sont elles qui rendent la France « *entravée, coincée, tétanisée* », selon le diagnostic qu'il a fait, dimanche, à Vauvert (Gard). Il lui suffit donc de les contourner. Les freins ont pour noms : CGT, FO, Solidaires, FSU, ces organisations qui ont boycotté, mardi, la troisième conférence sociale voulue par François Hollande. Les boulets s'appellent aussi les « *frondeurs* » : la quarantaine

de députés socialistes et écologistes qui ont refusé de voter le budget rectificatif de la Sécurité sociale, qui prévoit la baisse des cotisations pour les entreprises. À dire vrai, ce front du refus n'est guère impressionnant. Mais le gouvernement est trop affaibli pour oser la moindre épreuve de force.

Le député PS Pouria Amirshahi explique son refus de soutenir les exonérations de charges pour les patrons (*Libération*, mardi) : « *Au moment où le libéralisme est en faillite, c'est une faute d'avoir recours à des solutions qui reposent pour l'essentiel sur la baisse du coût du travail.* » Mais où a-t-il vu la faillite du libéralisme, alors que le socialisme rend l'âme ? Même Michel Sapin, artiste du trompe-l'œil, admet désormais : « *Notre amie, c'est la finance, la bonne finance.* » La fausse analyse du « *frondeur* » rassure ceux qui, comme lui, veulent se persuader que le PS reste porteur de la colère sociale. Mais les faits démontrent le contraire : l'opinion ne suit pas cette « *gauche dure* », grimée en Hibernatus. Il suffit de constater l'indifférence que récoltent les pompeux et pompants intermittents du spectacle pour mesurer l'échec des ultras. Ils ne comptent plus.

Il est une autre entrave à la réforme dont Valls pourrait se défaire : celle du prétendu « *dialogue social* ». Plombé par un introuvable consensus, il est devenu un verrou supplémentaire à faire sauter. L'échec de la conférence sociale, initiée par Nicolas Sarkozy en 2012, en est l'illustration. Comme le rappelle Nicolas Lecaussin (*Le Figaro*, nos éditions de mardi) : « *Les syndicats s'opposent à toute réforme, ne serait-ce que symbolique, du moment qu'elle touche à leurs privilèges.* » S'entêter à vouloir obtenir l'aval de ces corps intermédiaires, non représentatifs (ils ne parlent qu'au nom de 4 % des salariés du privé) et dont les leaders ne connaissent rien à l'entreprise privée, n'a plus aucun sens. La Suède, l'Italie, l'Espagne se sont modernisées grâce

La France pourrait parfaitement en faire autant.

Oui, mais voilà : en cent jours, le premier ministre a beaucoup parlé et peu agi. Il met en garde contre la « *berlusconisation de notre pays* », en pointant la mise en cause de la justice par Nicolas Sarkozy, mais il lui ressemble. Il partage avec lui la maîtrise du verbe et la conviction d'être habité par un destin. Cependant, les Français ont fait le tour de ces procédés mirobolants dont abuse aussi Arnaud Montebourg. Ils ont abouti au déclassement du pays et à son rétrécissement provincial. Le conservatisme s'est arrimé chez ceux - ils sont une palanquée à gauche - qui croient possible de ressusciter un monde disparu. Le premier ministre a l'opportunité historique de leur tourner le dos et d'imposer d'autorité les réformes attendues. Mais en aurait-il l'intention que François Hollande, qui a perdu la confiance des Français à force de reculer au nom de l'apaisement, demeure l'ultime et infranchissable obstacle.

## Affronter les sabordeurs

Tant que les dirigeants n'auront pas le courage de désigner et d'affronter tous les sabordeurs de la nation - c'est-à-dire de son économie, de sa culture, de sa cohésion sociale -, la France demeurera cette vieille dame bonasse qui se laisse faire les poches. Il est révoltant, par exemple, d'observer le naufrage de la compagnie maritime SNCM (Société nationale Corse Méditerranée) par la CGT. Jouant sur la lâcheté des pouvoirs publics et le chantage, ce syndicat s'est approprié la compagnie en exigeant que le personnel soit payé plus pour travailler moins. La CGT est coresponsable, avec l'État tremblant, de la ruine de l'entreprise devenue non concurrentielle et dont les navires ont été de surcroît mal entretenus malgré des équipages pléthoriques. Nombreux

personnel ultranombreux mais jamais présent ». Mercredi, Valls a annoncé à coups de menton vouloir prendre « *toutes les mesures nécessaires* ». Mais c'est, une fois de plus, le compromis qui a été entériné hier.

Ces citadelles, qui ont accaparé également la SNCF, ne sont plus acceptables. Lire dans *Le Monde*, mardi, le rapport des experts après le déraillement (sept morts) à Brétigny-sur-Orge (Essonne) il y a un an, donne une idée du « *mal français* » qui affecte les cogestions politico-syndicales. Apparaît en l'occurrence une organisation technocratique et déresponsabilisante qui a conduit à rendre aléatoire la vérification du verrouillage des quatre boulons à l'origine du drame. On est stupéfait d'apprendre que le secteur de Brétigny était connu de la SNCF pour ses risques depuis 2008 mais que les processus de décision n'avaient pas abouti. Les principes qui guident la maintenance sont décrits comme « *volumineux, surabondants, parfois inadaptés, voire contradictoires, donc contre-productifs* ». Confrontés à ces marches à suivre, les experts notent que « *le personnel en vient à perdre toute capacité d'initiative ou de jugement* ». Les 3 648 pages du Code du travail procèdent de cette même surprotection absurde qui empêche d'avancer.

## En finir avec l'UMP

Ne pas compter sur l'UMP pour apporter la contradiction. Les soupçons sur des détournements de fonds liés à l'affaire Bygmalion, ajoutés aux dernières révélations sur les gaspillages dans la gestion du parti, achèvent de décrédibiliser l'opposition, qui était déjà en panne d'idées. Voir ses dirigeants s'écharper dans de sordides règlements de comptes révèle la petitesse de leurs intérêts. Il ne reste plus à l'UMP et à ses caciques qu'à disparaître. La refondation de la droite est un projet qui ne peut que rester un